

el-oumami

الإمامي - l'internationaliste

parti communiste international



ABONNEZ-VOUS À EL-OUAMAMI, PUBLICATION BIMESTRIELLE
PARAISANT EN ARABE ET EN FRANÇAIS

ENVOIS SOUS PLI OUVERT 18FF (6 NUMÉROS)
ENVOIS SOUS PLI FERMÉ 30FF

POUR TOUTE CORRESPONDANCE OU POUR PRENDRE
CONTACT, ÉCRIRE À L'ADRESSE CI-DESSOUS:

F. GAMBINI, 20 RUE J. BOUTON 75012 PARIS.

L'ALTERNATIVE REVOLUTIONNAIRE EN ALGERIE

L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire

SUPPLÉMENT À EL-OUAMAMI N° 7 (JANVIER 1980)

1 FF
1 DA

P R E S E N T A T I O N

L'Etat est toujours un organisme de domination d'une classe sur les autres. C'est là une vérité historique élémentaire pour tous ceux qui n'ont pas renié l'ABC du marxisme. L'Etat bourgeois est précisément l'organisme de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat et les masses exploitées. Suivant les situations historiques, cette domination peut être ouverte ou cachée sous le masque trompeur de la démocratie comme c'est le cas dans les pays capitalistes occidentaux.

En Algérie, la domination de la bourgeoisie a pris depuis l'indépendance une forme ouvertement dictatoriale malgré le populisme des régimes de Ben Bella et de Boumediène. Pour le prolétariat et les masses exploitées, cela se traduit par l'interdiction de toute liberté de mouvement et d'organisation que ce soit sur le terrain syndical ou politique.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la lutte pour les libertés politiques revête surtout pour les masses exploitées une importance considérable. Il est inutile de souligner que depuis la mort de Boumediène, rien n'a changé de ce point de vue. La "libéralisation" que certains ont cru voir (ou attendre) dans les initiatives prises par Chadli (suppression des autorisations de sortie, libération de certains détenus politiques, "élargissement" de Ben Bella) a vite fini par montrer son vrai visage anti-prolétarien et anti-populaire notamment à travers la campagne d'"assainissement".

Profitant des conditions politiques terribles auxquelles sont confrontées les masses laborieuses, les courants de la soi-disant "opposition" algérienne présentent leurs fameuses alternatives qui, pour diversifiées qu'elles soient, se rejoignent dans la revendication d'un régime politique qui serait "vraiment démocratique". La "droite" bourgeoise réclame une démocratie "libérale" à l'occidentale (nos camarades émigrés apprécient sans doute mieux le "libéralisme" au nom duquel ils sont quotidiennement contrôlés et tabassés). Les petits-bourgeois du PRS prétendent lutter pour une issue qui soit à la fois "démocratique et de gauche". Les trotskystes ultra-dégénérés ne jurent que par l'"assemblée constituante" qui déboucherait sur ... "un gouvernement ouvrier et paysan" ! Bref, tout ce beau monde prétend que c'est faire preuve de "réalisme" et même d'"audace révolutionnaire" que de lutter pour instaurer un régime qui en fin de compte est présenté comme étant ni la dictature de la bourgeoisie ni la dictature du prolétariat.

Dans l'article que nous reproduisons ici, nous montrons l'escroquerie politique sur laquelle se fondent les courants de la démocratie petite-bourgeoise en rappelant la position rigoureuse du marxisme révolutionnaire dans la question centrale de l'Etat. La classe ouvrière et les masses exploitées des villes et des campagnes ne peuvent conquérir les libertés politiques dont elles ont besoin que par la lutte ouverte contre l'ETAT BOURGEOIS (et non seulement contre tel ou tel régime) en place. Cette lutte doit viser donc à la destruction révolutionnaire de cet Etat et non à sa "réforme" ou à sa "démocratisation". Seule la dictature du prolétariat assurera aux masses laborieuses la pleine liberté de mouvement et d'organisation tout en privant la bourgeoisie de tous les droits politiques.

L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire

Il est indéniable que la question de la démocratie a été l'élément le plus marquant dans la vie politique officielle durant ces dernières années en Algérie. D'une part on a vu l'Etat bourgeois lui-même lancer toute une série de consultations "populaires" en vue d'"institutionnaliser" le statu quo, c'est-à-dire de tenter de donner à l'équipe dirigeante un semblant de "légitimité" et faire croire au "peuple" qu'il est le détenteur d'une mythique "souveraineté". D'autre part, on a assisté, depuis 1976 surtout, à une campagne démocratique marquée par l'appel des quatre lancé en mars 76 et la circulation à Alger, en décembre de la même année, d'un document intitulé : "Pour la liberté et la démocratie".

Cette campagne fait ainsi des libertés démocratiques son cheval de bataille et reconnaît dans les personnalités historiques de l'aile modérée du mouvement national algérien (F. Abbas, Y. Benkhadda, H. Lahouel et Kheireddine) ses représentants déclarés.

Il est essentiel pour nous de replacer cette campagne démocratique dans son contexte général et de rappeler ses thèmes et méthodes en vue de dégager un bilan qui puisse nous aider à mieux cerner sa portée et sa fonction dans l'évolution générale de la lutte de classes en Algérie. Il va sans dire que nous considérons la campagne démocratique dans son sens large, c'est-à-dire dans sa version gouvernementale avec l'organisation des comédies électorales qu'elle supposait, aussi bien que dans sa version de prétendue opposition libérale.

Du point de vue du régime de Boumediène, le déclenchement du "processus démocratique" répondait à deux préoccupations d'ordre social et politique. D'un côté, le régime se voyait devant la nécessité de trouver un exutoire au mécontentement du prolétariat et des masses exploitées qui prenait chaque jour de l'ampleur en raison de l'aggravation des conditions de vie des larges masses déjà misérables. Ce mécontentement exprimait la faillite de toute la politique de rapiécages réformistes suivie par le gouvernement notamment dans l'agriculture, l'importance des répercussions de l'inflation internationale au travers de la dépendance croissante que connaissait l'Algérie vis-à-vis des centres impérialistes et enfin les conséquences catastrophiques de l'arrêt de l'émigration en direction de la France "décidée" fort à propos par le gouvernement algérien à l'heure même où la crise capitaliste en France rejetait un nombre de plus en plus important de travailleurs émigrés dans leur pays d'origine après les avoir longtemps surexploités.

D'un autre côté, le régime était contraint de jouer la carte de la "mobilisation populaire", ce qui signifiait l'utilisation de l'élan des masses travailleuses comme rempart contre les fractions bourgeoises qui commençaient à contester son "autorité" et à lui dénier toute "légalité". Dans ce contexte, l'"affaire" du Sahara Occidental et la mise à profit de la sympathie qu'éprouvent les masses algériennes pour la lutte courageuse du peuple sahraoui ont été bien exploitées!

D'ailleurs, les points forts des campagnes pré et postélectorales ne pouvaient que confirmer le caractère foncièrement conservateur de toute l'entreprise engagée par Boumediène. Il s'agissait essentiellement de "parachever la construction d'un Etat fort qui survivrait aux gouvernements et aux hommes", les fidèles soutiens du régime se gardant bien de dire quoi que ce soit sur la nature de classe de cet Etat. Au contraire, celui-ci est

démagogiquement présenté comme une institution au service du "peuple" tout entier au mépris de tout ce que les masses ont pu constater durant les années difficiles, tourmentées et parfois sanglantes qu'a connues l'Algérie depuis son accession à l'indépendance (coups de force contre les révoltes de Kabylie, des Aurès, du Sud et de l'Oranais dans les années 63-64, mise au pas de l'UGTA en 67-69, violences contre les étudiants en 71, répression sauvage du mouvement ouvrier depuis 74, etc.).

Les résultats que les officiels affichaient à chaque fois que prenait fin une campagne électorale (lesquelles ont toujours vu les suffrages favorables au régime tourner autour des 90%!) en disent long sur les méthodes suivies par l'Etat pour laisser s'exprimer "librement" la "conscience populaire". C'est ainsi que les masses ont été invitées à discuter l'avant-projet de "Charte nationale" dans les limites fixées par les architectes qui ont tracé le cadre du "socialisme national" algérien et partant dans le respect absolu de l'option qui consiste à marier Socialisme et Islam, Socialisme et Propriété privée et enfin Socialisme et Etat fort.

Jeux démocratiques du régime et de l'«opposition libérale»

Aujourd'hui, nous ne serons certainement pas les seuls à soutenir que le débat sur la Charte a non seulement permis à la bourgeoisie de détourner et de canaliser la colère des masses dans des rassemblements inoffensifs parce qu'encadrés par le FLN et ses organisations de masse mais a également été une grande opération de repérage des éléments quelque peu critiques ou subversifs, et de flicage

tout court. On voit bien au passage comment les jeunes bourgeoisies apprennent à faire leurs sales leçons des vieilles démocraties pourries où vote et police vont de pair.

Dans ce sens, les campagnes électorales ont vu le régime de Boumediène sortir vainqueur non pas tant au niveau officiel des suffrages - de toutes façons déterminés d'avance - que parce qu'il a réussi, non sans l'aide des staliniens du PAGES, et même si ce n'est que pour quelque temps, à mettre à son profit la réaction instinctivement juste des masses face à l'impérialisme français, à la monarchie marocaine et à l'hypocrisie des tenants de la démocratie libérale type F. Abbas.

On pourrait nous rétorquer par exemple qu'il faut chercher le caractère historiquement "positif" de la démocratie non pas dans les campagnes électorales de Boumediène mais plutôt dans les initiatives prises par l'opposition libérale.

Eh bien, parlons-en de cette "opposition libérale" ! F. Abbas, Benkhadda et consorts se sont bien gardés cette fois d'appuyer leur revendication des libertés politiques par un "appel au peuple", à la lutte contre l'Etat comme ils l'avaient fait - même si ce n'était pas de gaieté de coeur - il y a vingt ans. Bien au contraire, leur lutte n'est jamais allée plus loin qu'une requête polie à Boumediène, le priant de "démocratiser" le régime.

En réalité, ces grands défenseurs de la "personne humaine" qui font du bruit autour d'un Ben Bella montrent le bout de leur nez lorsqu'il s'agit non plus de la "personne humaine" des grandes personnalités de ce monde, mais de celle des ouvriers et des paysans pauvres: ils n'ont pas élevé la voix ni la moindre protestation lors de la répression sauvage des émeutes de Ain-Beida en 76 ou de la grève des dockers durant l'été 77. Ce qui prouve que pour eux les "droits de l'homme" sont tout simplement les droits du bourgeois et que les "libertés" s'arrêtent là où elles gênent les intérêts de classe de la bourgeoisie.

Communisme révolutionnaire et démocratie bourgeoise

La classe ouvrière méprise à juste titre ces démocrates mais elle doit reconnaître que les tenants du "manifeste de mars" ont une saine logique de classe. Hier, ils avaient besoin du "peuple" pour mettre les Français dehors et c'est au nom de cela qu'ils s'imaginaient représenter les intérêts du "peuple", du "peuple" en général. Aujourd'hui, passée l'ivresse de la victoire, les intérêts de la classe qu'ils représentent sont devenus plus forts, plus nets, plus tranchés, surtout avec le développement industriel de ces dernières années. Aujourd'hui, ils savent que tel qu'il est, le régime en place, qui ne peut tolérer ni pluripartisme ni autonomie relative du syndicat national, est au service des intérêts économiques de la bourgeoisie dans son ensemble même s'il prive politiquement les différentes fractions bourgeoises de leurs expressions particulières.

Naturellement, ils se gargarisent encore des mots de "liberté" et de "démocratie", mais ils promettent au régime de ne les revendiquer qu'en tenant compte des intérêts bien compris de l'Etat fort, c'est-à-dire en les subordonnant aux exigences du renforcement de cet Etat fort dont ils ont tous besoin ensemble pour maintenir leurs privilèges sur le dos de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres. Mais, ils veulent néanmoins se servir du passé de lutte commune "pour les libertés" avec le "peuple" pour le mettre, lui qui reste bridé et enchaîné, de leur côté dans les marchandages politiques avec le régime. Ainsi, ils tentent de prendre appui sur le mécontentement populaire pour renforcer leur position et le détourner au profit du renforcement de l'Etat.

Il faut que la classe ouvrière s'assimile cette leçon de classe: comme la bourgeoisie libérale, elle doit subordonner la démocratie et les libertés aux exigences de sa lutte contre elle et non le contraire. Hier, il était juste de lutter avec les Ben Bella et les Abbas et tous les autres pour conquérir l'indépendance, seule manière d'en finir avec l'oppression nationale et les discriminations politiques qui mettaient un grand obstacle à l'organisation ouvrière.

Il était juste de revendiquer par conséquent comme les bourgeois et les petit-bourgeois progressistes et comme c'est inévitable au cours d'une révolution démocratique-bourgeoise, les fameuses libertés qui font partie intégrante du programme de démolition de l'ancien régime colonial. Le problème était alors que cette démolition soit la plus radicale possible, et elle ne pouvait extirper au mieux les vieux rapports sociaux - cette combinaison monstrueuse de liens pré-bourgeois et des rapports de domination politique impérialiste - sans la plus large participation des masses, sans le maximum de "démocratie", de "liberté", bien que seul le prolétariat puisse, en prenant le pouvoir, mener cette transformation de façon conséquente, comme ce fut le cas dans la Russie de 1917.

Mais aujourd'hui, le problème n'est plus de promouvoir une transformation dans un sens plus démocratique de l'Etat bourgeois, qui est désormais pleinement constitué. D'ailleurs comme cela se vérifie tous les jours plus clairement en réponse à la crise internationale du capitalisme et ses répercussions catastrophiques en Algérie, loin de pouvoir être démocratisé, il se blinde tous les jours davantage, non contre l'impérialisme, déjà politiquement éliminé dans sa forme coloniale et les résidus des vieilles classes et castes, mais bien contre les luttes ouvrières et paysannes.

Il s'agit donc d'arracher avec la force de la lutte de classe, à cet Etat désormais à abattre, les droits - de grève, de réunion, d'organisation indépendante de la police et du parti officiel, etc. - que nous considérons comme des instru-

ments indispensables à la lutte de classe du prolétariat et à son plein développement ainsi qu'à la lutte des larges masses paysannes exploitées. Il s'agit donc d'une lutte à mener contre la machine de l'Etat, qui vise à lui porter des coups et qui n'aura de plein résultat qu'avec sa destruction et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière.

Dans le cours de cette lutte, il se peut bien que la bourgeoisie trouve momentanément commode une certaine "démocratisation" de l'Etat, opération qui vient d'avorter en Tunisie. Mais il ne s'agirait que de répondre à une pression de la classe ouvrière et des masses exploitées en y faisant pénétrer le poison d'une participation de façade, mensongère et purement décorative, destinée à stériliser cette pression. Aux démocrates réformistes de s'en faire les promoteurs. Aux communistes révolutionnaires de la combattre et de favoriser la lutte frontale qui nous rapproche de l'émancipation prolétarienne!

Le démocratisation attardé d'«el-jarida»

Une variante "socialiste" de ce démocratisation attardé est représenté par le PRS. Face à la querelle entre les fractions bourgeoises en désaccord sur la manière de faire trier les prolétaires et les masses paysannes pauvres et ayant une appréciation différente de la question sahraouie sur la base de la défense commune de l'intérêt national (d'ailleurs, les derniers développements de cette question qui attestent de la recherche d'un compromis entre Rabat et Alger montrent bien que les différentes fractions bourgeoises ont toujours été d'accord sur le fond), le PRS se présente aux masses comme le défenseur conséquent de leurs intérêts.

Il n'en a pas moins mordu à l'hameçon du démocratisation et en est même arrivé jusqu'à soutenir l' "appel des quatre"

C'est ainsi que "bien que ne partageant pas toutes les opinions contenues dans l'appel, le PRS soutient que la revendication de la démocratie ne concerne pas la seule "bourgeoisie libérale" mais répond aux aspirations profondes du peuple dans toutes ses couches" (El-Jarida n° 16, Avril 76).

Le PRS veut-il nous faire croire qu'aujourd'hui "l'élection d'une assemblée nationale constituante et souveraine" en Algérie pourrait répondre effectivement aux aspirations du prolétariat et des masses exploitées?

Le PRS veut-il nous faire croire que l'appel à la réconciliation avec le Maroc "au nom de la fraternité musulmane et de la solidarité humaine" aurait un quelconque caractère révolutionnaire? Alors, dans ce cas, il devrait maintenant se féliciter des contacts qui se déroulent à Paris et ailleurs entre les représentants respectifs de Rabat et Alger en vue d'arriver à un compromis!

Le PRS veut-il enfin nous faire croire qu'il est du devoir d'un parti qui se réclame du socialisme de lutter pour "établir les libertés d'expression et de pensée" en général, c'est-à-dire sans distinction de classe aucune?

Pour mieux saisir le caractère réactionnaire des principes démocratiques qui guident le PRS, il serait intéressant de faire un parallèle entre son action et celle du PAGES. L'observateur superficiel retiendra l'opposition formelle qui existe entre ces deux partis au sujet de la question de la démocratie: d'une part, des soutiens inconditionnels au régime, qui n'osent même plus revendiquer ouvertement le droit de cité et, d'autre part, des opposants "radicaux" au régime, qui n'hésitent pas à s'allier avec le diable pour "imposer la démocratie en Algérie".

C'est ainsi que pour le PAGES qui justifie toute son action politique fondée sur la collaboration de classes au

nom de l'étape démocratique, il s'agit de "réaliser, autour des tâches communes du moment et de l'étape, le plus large front possible entre toutes les forces patriotiques et de progrès" (Déclaration du premier secrétaire du P.C.C. du PAGES-26/01/76).

Nos "révolutionnaires-socialistes" ne s'inspirent pas de principes différents lorsqu'ils déclarent: "le PRS s'est déjà prononcé en faveur d'une issue démocratique(...). A ce stade il faut taire les divergences. Car la situation de notre pays est critique" (El-Jarida n° 16, Avril 76). L'on voit bien comment le PRS rejoint dès aujourd'hui le PAGES dans ses "principes" stalinien que sont le démocratisme, l'inter-classisme et le patriotisme. Dans l'avenir, il est évident que le développement de la lutte de classes arrachera au PRS toute possibilité de se servir d'une quelconque phraséologie "révolutionnaire" car il serait pratiquement impossible de répondre aux exigences de classe du prolétariat tout en restant accroché à ces valeurs bourgeoises comme la Nation, la Démocratie, le "peuple en général", etc.

En disant cela, nous ne confondons pas le PRS et le PAGES. Ils ont des prémises théoriques analogues, ce qui signifie que s'ils vivent encore ils doivent finir par se trouver ensemble, dans un moment plus avancé du cours de l'histoire nationale. En attendant, ils sont chacun de leur côté, le PRS étant à l'opposition libérale ce que le PAGES est au régime officiel, des gens de strapontin...

Nous soutenons pour notre part que dans la lutte qui oppose entre elles les fractions bourgeoises, le prolétariat n'a pas à chercher un allié parmi les moins conservateurs. Cela n'implique pas que nous resterions indifférents aux changements qui affectent la superstructure bourgeoise car l'appréciation correcte des différentes formes de domination bourgeoise nous aidera énormément lorsqu'il s'agit d'appliquer nos méthodes tactiques.

Nous nous réjouissons de voir se former des fissures dans le mur des classes dominantes et de leur Etat mais cette occasion présente à nos yeux une raison supplémentaire pour appeler le prolétariat et les masses exploitées à avancer dans la voie de la lutte pour leurs revendications économiques et sociales et pour leurs droits politiques et syndicaux dans une complète indépendance du point de vue de l'action et de l'organisation en profitant des faiblesses momentanées de l'ennemi de classe et en préparant le terrain pour le combat décisif en vue d'abattre le capitalisme . Toute autre voie ne mènera qu'à la confusion et ne manquera pas de déboucher sur un des innombrables pièges tendus par la bourgeoisie, et notamment le piège démocratique qui consiste précisément à colmater les fissures de la domination de classe .

A nos trotskystes, champions des "voies intermédiaires" (Assemblée constituante, "gouvernement ouvrier et paysan, etc.)

" Il n' y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n' y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse paraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIXè siècle n' a pas appris cela est un imbécile fini".

LENINE

(Oeuvres, t.29, p.564)